



**Discours d'ouverture de Madame la Conseillère fédérale
Karin Keller-Sutter**

Occasion : Réunion ministérielle de l'OCDE sur la migration et l'intégration

Date et lieu : 17.01.2020, Room CC1, Centre de conférences de l'OCDE, Paris

Seul le texte prononcé fait foi

Excellences, chères et chers collègues,

C'est un honneur de présider cette première réunion ministérielle sur le thème de la migration et de l'intégration organisée par l'OCDE. Je vous remercie chaleureusement, Monsieur le Secrétaire général Gurría, pour l'organisation de cet événement ici, à Paris.

Cet événement est important. Car si nous sommes aujourd'hui réunis, c'est afin de nous confronter, ensemble, aux **nombreux défis** que nous réserve l'avenir dans ce domaine. Et nous sommes tenus de nous montrer à la hauteur. Chères et chers collègues, *“Making Migration and Integration Policies Future Ready”* – c'est le titre de cette conférence. C'est ambitieux ! Mais nous ne sommes pas là pour ne pas être ambitieux. Et nous devons bien

sûr toujours nous poser la question : « Sommes-nous prêts pour le futur ? »

Pour le moment, ayons pour ambition commune qu'à la fin de cette journée, nos échanges nous amènent vers une compréhension fine et équilibrée des évolutions à venir mais surtout de la manière de nous en saisir efficacement afin d'en tirer profit. Profitons de cette journée pour réaffirmer l'importance de la coopération internationale en la matière. Car nous sommes tous confrontés à des défis dans ce domaine, même s'ils sont parfois différents selon le contexte national. Ce qui est vrai pour des pays européens ne l'est pas forcément pour des pays en Asie, en Amérique ou en Australie. Gardons cela à l'esprit, et apprenons l'un de l'autre.

Mais si nous parlons plus généralement de l'espace de l'OCDE, le vieillissement de la population, la désindustrialisation, les mutations technologiques ainsi que les migrations économiques et humanitaires constituent aujourd'hui **des défis communs et une source d'insécurité**. Nous y sommes tous confrontés. A cela s'ajoute un affaiblissement, non seulement de l'économie, mais aussi de la confiance dans la coopération internationale et dans la politique tout court. Si nous voulons donc regagner cette confiance de nos citoyennes et citoyens, et si nous voulons faire perdurer la prospérité, nous devons trouver **des réponses à ces défis**. Et au vu de la dimension globale de beaucoup de ces phénomènes, nous les trouvons idéalement ensemble.

Défis sur le long terme

Prenons le défi démographique. La **population de nos Etats vieillit**. C'est en soi une excellente nouvelle. Qui peut regretter une meilleure espérance de vie ? Mais cela remet aussi profondément en question la pérennité de nos systèmes sociaux tout comme la compétitivité de nos économies.

Concrètement, en 2015 dans les pays de l'OCDE, on comptait en moyenne, 28 personnes âgées de 65 ans et plus, pour 100 personnes âgées de 20 à 64 ans. Ce taux moyen de dépendance devrait quasiment doubler d'ici 2060 pour atteindre 57 dans la zone OCDE.

Dans la plupart de nos pays, il est donc fondamental de **renforcer la capacité de main d'œuvre qualifiée disponible**. C'est pourquoi la migration représente une partie de la solution.

Mon pays est un bon exemple de cette nécessité. En effet, l'immigration économique a contribué à l'augmentation de la prospérité économique et à la réduction de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. En même temps, cette migration a souvent aussi été source de tensions, notamment lorsque des valeurs différentes entrent en conflit, ou lorsque la main-d'œuvre indigène ressent davantage de pression sur le marché de travail.

Migration

Il me tient donc à cœur d'évoquer un autre de nos **défis** en matière de migration.

En raison des nombreux **conflits armés et crises humanitaires autour du globe, 70,8 millions de personnes déplacées de force ont été recensées en 2018**, ce qui constitue le chiffre le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit de réfugiés, de demandeurs d'asile ainsi que de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. **Les pays les plus affectés par ces flux et les personnes concernées ont besoin de notre soutien et de notre protection. Viennent s'ajouter à ce chiffre des millions de migrants qui se déplacent pour trouver d'autres perspectives économiques, pour rejoindre leur famille ou pour étudier.**

Ces divers phénomènes ont conduit à une intensification des flux migratoires internationaux ces dernières années. En 2019, le nombre de migrants dans le monde, donc de personnes vivant dans un autre pays que celui dans lequel elles sont nées, était d'environ 272 millions de personnes, soit 51 millions de plus qu'en 2010. Cette **augmentation, la perception d'une migration incontrôlée et coûteuse, la peur de l'inconnu et le soucis d'incompatibilité des valeurs** ont fait croître dans quelques pays d'accueil un **sentiment de malaise et d'insécurité.**

Il serait irresponsable de ne pas prendre en compte ces craintes. Nous devons gagner et regagner, constamment, la confiance de nos citoyennes et citoyens en démontrant que nous sommes capables de garantir la sécurité économique et sociale pour les migrants ET les populations locales.

La migration selon les besoins réels du pays

L'**intégration** réussie des migrants dans nos économies et sociétés est **une condition nécessaire pour garder une balance économique et sociétale.**

Sur les 8,4 millions d'habitants recensés en Suisse en 2016, 2,1 millions de personnes ne sont pas de nationalité suisse. En plus, chaque jour environ 325'000 personnes traversent les frontières depuis nos pays voisins pour travailler en Suisse.

Il est absolument crucial de mettre en place des **politiques équilibrées. Il faut maximiser les avantages de ces flux migratoires économiques.** Mais il est tout aussi crucial de minimiser **les effets négatifs** d'une telle ouverture.

L'immigration économique doit notamment se limiter aux besoins réels d'un pays. Là aussi, c'est une question d'équilibre. L'ouverture économique ne peut pas servir à évincer la main d'œuvre locale, elle doit la compléter sur le marché du travail.

L'intégration comme condition de la sécurité

En ce qui concerne le domaine de l'asile, des mesures spécifiques et adaptées sont nécessaires. Dans ce contexte, au-delà du devoir de protection, **l'intégration dans la société est primordiale. Il en va de la cohésion sociale, de la prospérité**, mais aussi de notre **sécurité nationale et internationale**. Pour atteindre ces **objectifs**, il est nécessaire de mettre en place des politiques équilibrées, efficaces et crédibles aux yeux des citoyens.

C'est pourquoi en Suisse, les procédures d'asile ont été accélérées afin de permettre une intégration plus rapide des réfugiés reconnus, et des personnes admises à titre provisoire. Quant aux personnes qui n'ont pas droit à la protection, un retour rapide et conséquent dans leurs pays d'origine s'impose. Une aide et un accompagnement au retour sont prévus.

Cette accélération des procédures d'asile a été accompagnée par des mesures spécifiques d'intégration pour les personnes pouvant rester en Suisse. Notre politique d'intégration des réfugiées se focalise à la fois sur l'encouragement mais aussi sur les **exigences** d'une telle **mission**. Ainsi, nous encourageons et soutenons les immigrants dans ce processus, tout en conservant des attentes importantes à leur égard. Exiger et encourager, telle est notre devise.

L'intégration professionnelle

Mais l'intégration sur le marché du travail ne fonctionne qu'en collaboration **avec les employeurs**. L'un de nos programmes phares est « le préapprentissage d'intégration ». Cette démarche est possible grâce à un fort partenariat entre les secteurs privé et public. Dans ce programme, les migrants acquièrent des connaissances directement sur le lieu de travail et fréquentent également une **école professionnelle**. En même temps, ils se familiarisent avec les valeurs suisses sur le lieu de travail. Cela leur permet de participer à la vie quotidienne suisse, de contribuer au bien-être collectif et de **développer leur potentiel**.

L'insertion professionnelle et l'intégration vont de pair et constituent les meilleures conditions préalables au **renforcement de la cohésion et de la sécurité sociale**. Cet enjeu conditionne notre succès futur. Nous avons identifié des pistes prometteuses, mais nous sommes encore loin de pouvoir nous en contenter. **Partageons donc nos expériences**, nos réussites et nos échecs. Gardons à l'esprit qu'une politique migratoire durable n'est possible qu'avec le soutien **de nos concitoyennes et concitoyens**. **La crédibilité dans l'action politique est ici essentielle**.

Conclusion

Chères et cher collègues, je **remercie l'OCDE** de nous avoir conviés à cette réunion et je **vous remercie tous** d'être présents aujourd'hui. Comme nous l'avons évoqué, il est aujourd'hui

important de se saisir des enjeux de demain. Dans le domaine de la migration et de la sécurité, le passé nous a appris qu'agir seul est souvent illusoire.

Et les questions que nous nous posons sont souvent les mêmes : Sans la coopération internationale, un système de gestion de la migration peut-il être durable ? Sans l'expertise pratique de la société civile et du monde de la recherche, comment conceptualiser de bonnes politiques, efficaces et justes ? Sans nos citoyens, comment faire perdurer l'unité de nos communautés nationales ?

Le monde est aujourd'hui plus petit, les distances plus courtes, les gens plus mobiles. Il est surtout plus interconnecté, et il ne faut pas se laisser dépasser. Construisons aujourd'hui les fondements d'un système de gestion des migrations juste, durable et sûr.

Chères et chers collègues, les enjeux à venir sont de taille. Prenons de l'avance, soyons proactifs. N'attendons pas pour réagir par peur de ne réussir dans cette mission exigeante. Je vous souhaite, je nous souhaite, une conférence riche d'enseignements ! Merci beaucoup.